POSTAUX DE PARIS

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27
Site - www.cgt-postaux.fr - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr

Section de Paris 16

Paris, le 24 Novembre 2014

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Une réorganisation pour supprimer de nouveaux emplois :

La direction prépare ce que La Poste appelle « une réorganisation » pour le 18 mai prochain.

En fait, elle a déjà annoncé qu'il s'agit d'un nouveau plan de 16 suppressions d'emplois à la distribution piétonne et aux lignes CEDEX et LDR.

Cela fait des mois que la direction nous prépare à cela :

Depuis des mois nous avons eu droit à tout le cinéma habituel des comptages, des accompagnements, au discours sur la baisse du trafic et même à un décompte du temps de travail individuel.

Tout cela est fait pour tenter de nous convaincre que nous ne travaillerions pas assez, que nous serions trop nombreux et que ces 16 suppressions seraient inévitables.

Non ces 16 suppressions d'emplois programmées ne sont pas acceptables !

Elles sont même révoltantes !

Elles s'ajoutent à toutes celles qui ont lieu partout dans les centres de distribution et avec la fermeture des centres de tri et des bureaux de poste.

Elles s'inscrivent dans un vaste plan national de La Poste de 80 000 suppressions d'emplois d'ici 2020, soit 1/3 des 240 000 postiers.

Des suppressions qui vont encore augmenter les chiffres catastrophiques du chômage !

Planifier la suppression de 80 000 emplois alors qu'il y a déjà 5 millions de chômeurs, c'est une logique complètement folle où la course à la rentabilité condamne un nombre toujours plus grand de travailleurs au chômage.

L'ensemble du patronat, dont La Poste, avec l'appui du gouvernement fait payer la crise aux travailleurs pour maintenir les profits.

Avec ces millions de chômeurs, 500 000 de plus depuis 2008, chacun d'entre nous a dans sa famille ou dans ses proches, quelqu'un qui est au chômage et qui n'arrive pas à trouver un emploi avec toutes les conséquences matérielles et morales que cela peut avoir.

Stopper cette spirale infernale du chômage, voilà ce qui devrait être à l'ordre du jour.

Pour cela, oui il faut réorganiser le travail… mais pour le répartir entre tous, sans diminuer les salaires.

Il faut prendre sur les bénéfices accumulés, 2 milliards de bénéfices ont été cumulés par la Poste ces cinq dernières années.

Seule une lutte de l'ensemble des travailleurs pourra l'imposer !

La Poste a toute une stratégie pour faire accepter les suppressions d'emplois :

Depuis quelques temps, au cours d'un entretien individuel, la direction nous demande de répondre à un questionnaire dans lequel La Poste nous pose des questions sur les horaires *(souhaite-t-on commencer plus tard ?),* sur le cycle de travail et même le travail lui-même *(préfère-t-on les travaux intérieurs comme le tri ou les travaux extérieurs comme la distribution ?)* etc.

Tout cela n'est en fait qu'une mise en scène imaginée par La Poste.

Partout dans les centres de distribution parisiens elle modifie, à sa guise, toute l'organisation du travail en mettant en place tout un tas d'horaires différents, comme elle l'a déjà fait en province ou aux guichets ou dans les PIC, les plate-formes de tri.

Si aujourd'hui elle fait semblant de nous demander notre avis, c'est pour pouvoir nous dire que les changements c'est nous qui les avons voulus.

Mais la seule préoccupation de la direction ce sont les suppressions d'emplois.

L'objectif réel de La Poste, ce n'est pas d'adapter le travail à ce que nous souhaiterions pour nos conditions de vie.

Derrière les changements dans l'organisation, dans les horaires sur lesquels elle fait semblant de nous demander notre avis, il y a la volonté de faire des gains de productivité afin que nous fassions le même travail en étant seize de moins.

Et sur ces seize suppressions d'emplois, la direction ne nous demande pas notre avis.

Nous pouvons dire que nous ne sommes pas d'accord avec ces suppressions d'emplois.

Nous n'avons pas à nous associer à cette politique dont le seul but est de supprimer des emplois pour maintenir, voire augmenter les bénéfices de la Poste.

Cette politique, qui favorise l'augmentation du chômage est à combattre.

Comment La Poste ose-t-elle tenter de nous culpabiliser en sous-entendant que nous ne travaillerions pas assez alors que sa politique est responsable non seulement de la dégradation des services rendus aux usagers mais d'une augmentation catastrophique du nombre des chômeurs ?

Alors, même si la direction ne nous demande pas notre avis, donnons-le : NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !